



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFECTURE DU HAUT-RHIN**

Direction des Collectivités Locales et  
de l'Environnement

Bureau des Installations Classées

# **A R R E T E**

N° 2006-164-3 du 13 juin 2006  
portant prescriptions complémentaires à la société DMC Tissus  
pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines  
au droit de l'ancien site DMC Texunion à PFASTATT

Le Préfet du Haut-Rhin  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse,
- VU** les dispositions relatives à la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit de l'ancien site DMC Texunion de l'arrêté préfectoral n°982810 du 5 octobre 1998 et de l'arrêté préfectoral n°011354 du 23 mai 2001,
- VU** le procès verbal de récolement du site exploité par DMC Texunion à Pfastatt daté du 2 décembre 2004,
- VU** les dossiers techniques annexés à la déclaration de cessation d'activité du site DMC Texunion notamment :
  - ✓ rapport établi par URS France relatif au mémoire sur la cessation d'activité- 2001,
  - ✓ Investigations sur le potentiel de lixiviation des boues déposées dans les anciennes lagunes de DMC- 1991-1992-1993,
  - ✓ investigation sur la faisabilité du projet de réaménagement des deux anciennes lagunes par TREDI Gemmes 1995,
  - ✓ investigations complémentaires à l'aval des anciens ateliers de traitement de surfaces par URS France-2003,
- VU** le courrier du 17 octobre 2005 de la société DMC Tissus informant les services de la DRIRE de la mise à jour d'une zone polluée aux hydrocarbures aromatiques polycycliques sur le site de l'ancienne usine DMC Texunion située à Pfastatt lors de travaux de terrassement,

- VU** les rapports et études techniques réalisées sur cette pollution aux hydrocarbures aromatiques polycycliques :
- ✓ dossier technique : rapport final sur le confinement de terres polluées aux HAP au droit de la servitude P2 - ICF Environnement NAM/05/064C- révision0 de mars 2006,
  - ✓ caractérisation analytique des sols sur l'ancien site Texunion - ICF Environnement NAM/05/064B rév 0 du 20 décembre 2005,
  - ✓ évaluation des risques sanitaires ancien site Texunion - ICF Environnement NAM/05/101-ERS version 1 de février 2006,
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du 18 avril 2006,
- VU** l'avis émis par les membres du conseil départemental d'hygiène lors de la séance du 11 mai 2006,
- CONSIDÉRANT** la présence de boues de décantation dans les deux anciennes lagunes et la pollution du sol et sous-sol générée par ces boues,
- CONSIDÉRANT** la pollution du sol et du sous-sol au droit des anciens ateliers de traitement de surface notamment par les métaux,
- CONSIDÉRANT** la pollution de la nappe phréatique au droit du site notamment en manganèse, composés azotés, hydrocarbures, arsenic, chrome total et des traces de composés organohalogénés volatils du fait des activités exercées historiquement sur le site,
- CONSIDÉRANT** que dans le cadre de travaux de réhabilitation de l'ancien site DMC Texunion en 2005, une pollution en hydrocarbures aromatiques polycycliques a été découverte et qu'au total 2960 m<sup>3</sup> de terres polluées ont été excavés au droit de la zone d'habitation, transportés et mis en place dans un dispositif « aérien » de confinement sur la zone P2 de la servitude d'utilité publique,
- CONSIDÉRANT** que le procès-verbal de récolement signé le 2 décembre 2004 ne peut être assimilé à un quitus, et que des prescriptions complémentaires peuvent être imposées s'il apparaissait que les travaux réalisés s'avèrent insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement,
- CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'imposer à l'exploitant de renforcer la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site en particulier en intégrant le paramètre hydrocarbures aromatiques polycycliques,
- APRES** communication du présent projet d'arrêté à la société DMC Tissus Département Texunion à Paris,
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture du département du Haut-Rhin,

# A R R E T E

## ARTICLE 1<sup>ER</sup>

La société DMC Tissus, dont le siège social est situé 10 avenue Ledru-Rollin, 75579 Paris cedex 12, est tenue de se conformer aux prescriptions suivantes pour le suivi de son ancien site industriel d'ennoblissement textile à PFASTATT.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°982810 du 5 octobre 1998 et de l'arrêté préfectoral n°011354 du 23 mai 2001 s'agissant de la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site, sont abrogées par le présent arrêté.

## **ARTICLE 2**

La surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit de l'ancien site DMC Texunion est maintenue :

- sur les piézomètres TEX1, TEX2, TEX3, TEX4, TEX5, TEX9, TEX10 et TEX11,
- à une fréquence semestrielle,
- sur les paramètres suivants :

	TEX1	TEX2	TEX3	TEX4	TEX5	TEX9	TEX10	TEX11
PH	*	*	*	*	*	*	*	*
DCO	*	*	*	*	*	*		
AOX	*	*	*	*	*	*	*	*
Hydrocarbures totaux	*	*	*	*	*	*	*	*
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP)	*	*	*	*	*	*		
Indice phénol	*	*	*	*	*	*		
Sulfates	*	*	*	*	*	*		
Azote Kjeldahl et ammoniacal	*	*	*	*	*	*		
Métaux (Al, As, Cr, Cu, Fe, Mn)	*	*	*	*	*	*	*	*
Chrome VI	*	*	*	*	*	*	*	*
Composés organo-halogénés volatils incluant le trichloroéthylène	*						*	*

Un allègement de la fréquence de surveillance, des paramètres suivis ou des points de contrôle (piézomètres) est envisageable en fonction des résultats obtenus et sur la base d'une demande argumentée et justifiée de la société.

## **ARTICLE 3 - Transmission**

Le rapport des résultats d'analyses souterraines sera assorti de commentaires détaillés sur l'évolution éventuelle de certains paramètres et devra justifier toute anomalie constatée. Ce rapport sera transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 4 - Frais**

Les frais engendrés par les mesures imposées par le présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 5 - Publicité**

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de Pfastatt et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de PFASTATT pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

## **ARTICLE 6 - Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté dans les délais impartis, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales pouvant être encourues, des sanctions administratives prévues à la réglementation des installations classées.

## **ARTICLE 7**

Le secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de l'arrondissement de MULHOUSE, les inspecteurs de la direction régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement chargé de l'inspection des installations classées, le Député-Maire de PFASTATT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant de la société DMC-TeXunion à Paris.

Fait à Colmar, le 13 juin 2006

Pour le Préfet,  
Et par délégation  
Le Secrétaire Général

Signé

voie de recours (article L 514-6 du Titre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement). La présente décision est déférée au Tribunal administratif de Strasbourg. Le recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de deux mois pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente